

Manuel de l'antitourisme

RODOLPHE CHRISTIN

Montréal, Écosociété, 2017, 144 p.

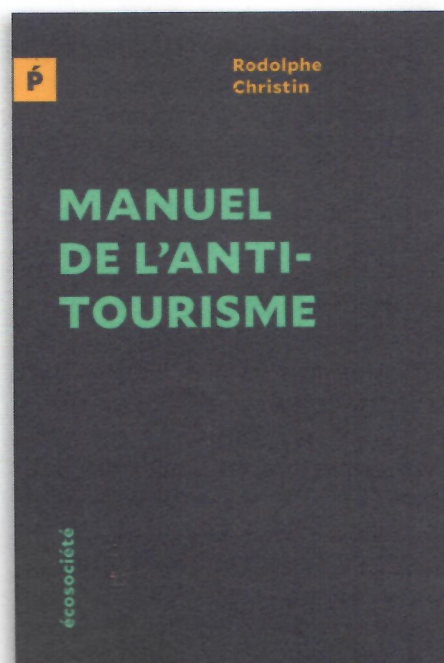
Avec ce court essai, le sociologue et voyageur Rodolphe Christin entend, selon ses propres mots, «contribuer à attirer l'attention sur le désastre touristique» (p. 9). C'est que le tourisme demeure, bon an mal an, l'une des plus florissantes industries mondiales, et ce, depuis des décennies. Or, sa croissance soutenue, généralement applaudie dans nos sociétés, n'est possible qu'au prix de la destruction inquiétante de milieux et de modes de vie à l'échelle de la planète. L'auteur de *L'usure du monde* (L'Échappée, 2014) est catégorique : «Il faudra bien un jour sortir de la société touristique pour faire cesser la *touristification* du monde» (p. 85). Sortir, un jour, de l'économisme ambiant et de ses illusions.

Faisant le lien entre le tourisme ravageur et le sacro-saint concept de développement, dont le projet – sans cesse revampé – a conquis le monde et les esprits depuis un demi-siècle, Christin dénonce plus précisément l'emprise de l'action managériale sur l'univers du voyage. «Prétendument étayé scientifiquement, le management, en tant que discipline, s'applique à transformer les espaces existentiels en argent, la vie en protocoles, les espaces en parcs de divertissement, même si parfois la pédagogie est invoquée pour donner à l'affaire plus de sérieux. Le management dirige, indique, ordonne, parfois brutalement, d'autres fois avec le sourire car, en bon commercial, il sait être vendeur» (p. 56), déplore celui qui travaille dans le secteur de la formation professionnelle.

Sous sa plume désolée, la planète nous apparaît mise en production, aménagée et balisée dans ses moindres parcelles à des fins de divertissement par des promoteurs et consommée par la minorité qui en a les moyens. Questionnant le sens du travail salarié, rattaché au concept des vacances payées, il arrive à ce constat : le devoir

de loisir est aujourd'hui le corrélat du devoir de travail. Partie prenante de l'ordre social, écrit-il, le tourisme récompense nos activités productives et permet «d'accéder aux mirages de la qualité de vie» (p. 61) sur une planète pourtant plus polluée que jamais. Au cœur de ses pratiques et de ses mises en scène, la mobilité vient se confondre avec la liberté, «même si le conformisme en est la destination» (p.106)!

Mais alors, comment «s'évader du tourisme» lui-même ? C'est là le titre et l'objet du dernier chapitre du livre. Dans une perspective de moindre mal, il dessine quelques avenues à prendre collectivement pour atténuer le désastre touristique : valoriser systématiquement «les équilibres relationnels existants» dans les sociétés locales soumises au tourisme en s'assurant que les activités touristiques y soient bien intégrées ; favoriser la diversification des activités des habitants pour éviter la dépendance au tourisme ; également, favoriser la mise sur pied d'une «veille écologique» pour minimiser la pression sur l'environnement. Empruntant à l'attitude du non-agir taoïste et à la *leave no trace attitude* nord-américaine, il demande : «Disparaître plutôt qu'apparaître partout, n'est-ce pas la voie qu'il serait bon d'emprunter ?» (p. 94). Se fondre dans le monde avec une plus grande conscience, tel est son appel.



Christin pousse plus loin la réflexion philosophique et sociologique. «Notre relation au tourisme et la nécessité vitale de partir interroge la qualité de notre vie quotidienne» (p. 86), croit-il. Il nous faut arriver à transformer en profondeur la vie de tous les jours afin de la rendre moins insatisfaisante. Dans son annexe intitulée «Le tourisme enfermé», bonus de cette réédition de l'ouvrage, il invite à réfléchir au regard que nous posons sur le monde qui nous entoure et à renouveler notre sensibilité et notre attention afin que se dévoilent à nous la poésie, la richesse et l'altérité dans l'ordinaire.

Benoit Rose

InterReconnaissance La mémoire des droits dans le milieu communautaire au Québec

FRANCINE SAILLANT
ET ÈVE LAMOUREUX (DIR.)

Québec, Presses de l'Université Laval,
2018, 336 p.

La Déclaration universelle des droits de l'homme date de 1948. La Charte québécoise des droits et libertés date de 1975 et celle du Canada, de 1982. Théoriquement, les citoyens et citoyennes sont égaux et jouissent des mêmes droits. En pratique toutefois, certaines catégories de personnes sont oubliées, marginalisées, exploitées, méprisées. C'est à elles que se consacrent Francine Saillant et Ève Lamoureux dans ce livre sur la mémoire de la conquête des droits de ces personnes au Québec. Les auteures ont retenu six champs d'exploration : le mouvement des femmes, les personnes LGBT (lesbiennes, gaies, bisexuelles, transsexuelles), les droits en santé mentale, l'émancipation dans le champ des handicaps, l'immigration, l'art et l'action culturelle. Le travail de recherche s'est réparti sur cinq ans et a groupé une vingtaine de chercheurs, d'étudiants et d'assistants de recherche. Chaque équipe (une pour chaque champ d'exploration) a élaboré son document de départ, puis l'a soumis

à un séminaire élargi formé de personnes expertes ou issues du milieu concerné pour valider et compléter les recherches. La méthodologie est bien exposée en annexe.

Amorcé dans un contexte où le gouvernement Harper cherchait à démanteler les mouvements sociaux, «l'objectif précis du projet a été au final de cerner les repères de l'apport du mouvement communautaire à la société québécoise depuis 50 ans dans les secteurs de son intervention qui touchent des groupes minorisés. La logique qui a présidé au choix des secteurs était de retenir les groupes qui pouvaient se rapprocher assez directement de ceux qui sont associés aux nouveaux mouvements sociaux» (p.12).

Chaque rapport-synthèse fait donc le point sur son champ d'intervention, évoque les luttes et les tensions qui ont ponctué une histoire complexe et plurielle, la sortie de l'ombre d'un groupe, les efforts de reconnaissance des autres acteurs et causes du milieu communautaire. Le style très académique de certains rédacteurs est parfois très difficile à lire, alors qu'à l'inverse, les citations de personnes consultées sont parfois trop vagues et trop générales.



Il convient de signaler la section «Raisons d'agir» (p. 79-96) et «S'inventer» (p. 265-282) qui contiennent des photos et des témoignages visuels très précieux. Le document contient aussi une quinzaine de courts textes qui précisent des concepts et offrent en deux ou trois pages un aperçu des

enjeux (minorité, discrimination, corps, solidarité, etc.). J'ai particulièrement aimé le texte de Lourdes Rodriguez del Barrio, intitulé : «Alternatives. Ouvertures des horizons et des possibles».

Au final, un véritable legs témoignant de l'histoire des mouvements sociaux au Québec. Chaque dossier constitue en soi un rapport complet qui mérite d'être étudié pour lui-même et qui peut nourrir la mémoire collective du groupe concerné. Cela donne un livre imposant qui aurait pu avoir 1000 pages si les caractères avaient été moins petits! Incidemment, il convient de féliciter particulièrement Danielle Motard pour la conception graphique et la mise en pages, qui donnent beaucoup de rythme à un ouvrage qui, autrement, aurait risqué d'être un peu austère.

Fait à noter, une exposition s'appuyant sur cette recherche a lieu à l'Écomusée du fier monde, à Montréal, jusqu'au 3 février 2019.

André Beauchamp

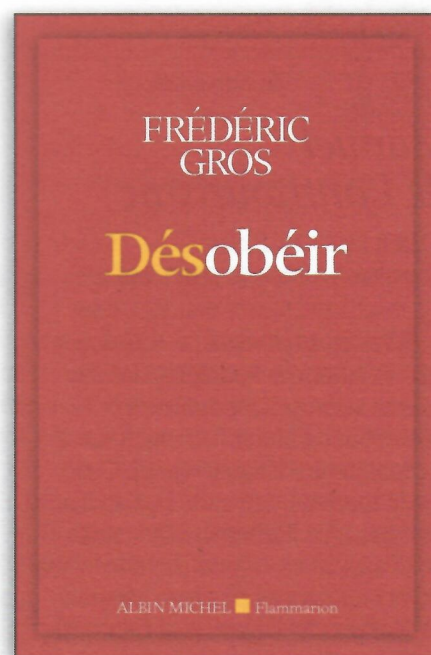
Désobéir

FRÉDÉRIC GROS

Paris, Albin Michel, 2017, 268 p.

Ce livre part d'un constat qui nous interpelle : nous connaissons les raisons pour lesquelles il serait justifié, voire urgent de désobéir (creusement des inégalités, détérioration de l'environnement...), mais cela semble plus simple à dire qu'à faire. En d'autres mots, «pourquoi est-il si facile de se mettre d'accord sur la désespérance de l'ordre actuel et si difficile, pourtant, de lui désobéir» (p. 19)? Le titre d'un seul mot, présenté en 2 couleurs – *Dés* en jaune, *obéir* en blanc – sur la couverture, nous invite à lire simultanément les mots désobéir et obéir car, pour l'auteur, il faut d'abord poser la question de l'obéissance pour bien comprendre les enjeux politiques de la désobéissance et la tension éthique au cœur de l'humain.

L'obéissance est habituellement considérée comme une vertu civique, un vecteur d'humanisation ouvrant la voie à



la vie en commun, loin du désordre des pulsions égoïstes. Dans cet essai percutant, Frédéric Gros prend un chemin inverse et place la désobéissance au cœur de l'humanité et de la démocratie. En se référant entre autres aux figures iconiques de la désobéissance que sont Antigone, La Boétie et Thoreau, de même qu'au procès d'Eichmann, ce spécialiste de la pensée de Foucault entend redonner ses lettres de noblesse à la désobéissance, qu'elle soit transgression, résistance, rébellion, dissidence ou désobéissance civile.

Parallèlement, il s'intéresse à ce qu'il appelle une «stylistique de l'obéissance» différenciée selon quatre «foyers de sens» : la soumission, la subordination, le conformisme et le consentement. Distinguons-les sommairement. Devant la puissance de la contrainte, la *soumission* est le paradigme de l'obéissance passive. À la suite de La Boétie, l'auteur nommera «surobéissance» cette propension à obéir plus que ne l'exige une situation de soumission et «c'est cet excès d'obéissance qui fait tenir le pouvoir politique» (p. 66). Lorsque l'obéissance se fait dans le cadre d'une relation hiérarchique en présence d'une autorité considérée comme légitime, l'auteur parle alors de *subordination* : c'est l'enfant qui obéit à ses parents ou le *Concordia Ordinata* de Saint-Augustin, où chacun est à sa place. Passant d'un commandement vertical à un alignement horizontal, le *conformisme* est une forme